

### ACTION SOCIALE – POLITIQUES PUBLIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

#### 116 006 : service d'aide aux victimes

Ce numéro est dédié à la plateforme téléphonique qui écoute et dirige vers le réseau local le plus approprié (réseaux associatifs et services spécialisés) **toutes les victimes** mais aussi les **proches et témoins directs**. Ce service s'adresse aux victimes d'infractions, d'accidents de la route, d'évènements collectifs, d'attentats ou de catastrophe naturelle. À noter que l'appel est anonyme.

[116 006 : le numéro d'aide aux victimes, 12 décembre 2018, Direction de l'information légale et administrative \(Premier ministre\)](#)

### COHESION SOCIALE - HABITAT - LOGEMENT - PATRIMOINE - URBANISME

#### " Expertise et démocratie : faire avec la défiance "

C'est le thème d'un **rapport rendu public par France Stratégie**, l'organisme d'expertise et d'analyse prospective placé auprès du Premier ministre . Si la défiance envers les experts n'est pas un phénomène nouveau, elle prend aujourd'hui des formes inédites. Les nouveaux canaux de communication ne sont pas étrangers à ce phénomène contenant le risque majeur de manipulation de l'information, qui nécessite une plus grande vigilance du citoyen en faisant appel à son esprit critique. Ce qui, in fine, amplifie la défiance ! C'est ce paradoxe que les acteurs institutionnels auront à gérer afin de conserver leur crédibilité et leur légitimité.

["Expertise et démocratie : faire avec la défiance", France Stratégie, 14 décembre 2018](#)

#### Frais de démolition des immeubles dangereux

Dans le cadre d'une question parlementaire, le ministre de la cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales a eu l'occasion de réaliser un point précis et synthétique sur le **régime juridique applicable aux immeubles relevant du parc privé menaçant la sécurité publique**. Plusieurs procédures visent à mettre fin à la situation dont certaines permettent au syndicat de copropriétaires de bénéficier d'aides substantielles de l'État.

[Question écrite n° 11997, JO Assemblée nationale le 15 janvier 2019 page 329](#)

#### Plus d'1 personne sur 10 a déménagé en 2018

Selon les résultats du rapport 2018 de l'Observatoire des territoires du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), plus de **7 millions de Français ont changé de logement** soit **11 % de la population totale**. En général, dans 2 cas sur 3, le déménagement s'est fait à proximité du précédent logement, dans la commune ou le département. Cette tendance est confortée chez les 40-55 ans et les ménages peu diplômés.

[Cget, " 7 millions de Français changent de logement, chaque année ", Cget, 13 février 2019](#)

#### Rapport 2019 de la Fondation abbé Pierre : près de 15 millions de personnes concernées par la crise du logement

Vendredi 1<sup>er</sup> février 2019, la Fondation Abbé Pierre a présenté son **24<sup>e</sup> rapport** sur " **L'État du mal-logement en France en 2019** ", à La Grande Arche de la Fraternité, à La Défense à Paris. Un focus a été posé sur les situations complexes des femmes et des hommes sortant d'institutions telles que l'aide sociale à l'enfance, la prison ou l'hôpital.

[Lien pour commander ou télécharger le rapport annuel](#)

## DEMOGRAPHIE

### État de la répartition des 258 millions d'immigrés dans le monde en 2017

En 100 ans, la somme des immigrés, c'est-à-dire des personnes nées étrangères à l'étranger par rapport à leur pays de résidence, a peu varié dans le monde. Mais leur répartition s'est transformée avec l'inversion des flux migratoires du Sud vers le Nord. Le Rédacteur en chef et auteur de la publication, Gilles Pison dégage **quatre grands flux** : un flux de 14 millions de personnes migrant du Nord vers le Sud, un 2<sup>e</sup> de 89 millions allant du Sud vers le Nord, un 3<sup>e</sup> composé de 97 millions de personnes se déplaçant du Sud au Sud et 57 millions du Nord au Nord.

En prenant la part des immigrés par rapport au nombre d'habitants, **cinq types de pays à fort pourcentage d'immigrés sont identifiés** : " les pays peu peuplés mais richement dotés en ressources pétrolières " (Émirats arabes unis, Koweït...) ; " les micro-États " à statut fiscal particulier (Monaco, Macao...) ; les " pays neufs " faiblement peuplés (Australie, Canada...) ; " les démocraties industrielles occidentales " (Autriche, Suède, États-Unis, France...) et les pays de " premier asile " (Liban, Tchad...), voisins de pays en conflit.

De ce fait, si les États-Unis comptent le plus grand nombre d'immigrés, 48 millions en 2015 d'après les Nations Unies, soit près de cinq fois plus que l'Arabie saoudite (11 millions) et six fois plus que le Canada (7,6 millions), proportionnellement à leur taille ces deux autres pays possèdent plus d'immigrés, respectivement 34 % et 21 % contre 15 % aux États-Unis.

[Pison G., " Le nombre et la part des immigrés dans la population : comparaisons internationales ", Population & société n° 563, Ined, Février 2019](#)

## DEVELOPPEMENT DURABLE

### Les salariés prennent principalement leur voiture pour aller travailler, quelle que soit la distance domicile/travail

" En 2015, parmi les **23,2 millions de salariés habitant et travaillant en France (hors Mayotte)**, **70 % utilisent principalement leur voiture pour aller travailler**. Les autres modes de transports sont minoritaires : 16 % des salariés empruntent les transports en commun, 7 % marchent à pied et 4 % utilisent des deux-roues, motorisés ou non. 3 % n'ont pas besoin de se déplacer pour exercer leur activité professionnelle. "

Le mode de déplacement choisi pour se rendre à son travail dépend notamment de l'offre de transports en commun, elle-même influencée par la densité du tissu urbain.

**Les cadres et les employés prennent moins souvent leur voiture**, car les premiers vivent plus souvent à proximité de leur lieu de travail et les seconds les amènent à se déplacer loin de leur résidence et ils utilisent les transports en commun.

**À Marseille, 52,6 % des salariés utilisent principalement une voiture contre 10,7 % à Paris et 34,9 % à Lyon en 2015.**

[Bolusset A., Rafraf C., " Sept salariés sur dix vont travailler en voiture ", Insee Focus n° 143, Insee, 13 février 2019](#)

## DISPOSITIFS DE SOLIDARITE ET SOCIAUX

### Innovation et expérimentation : l'exemple de Grande Synthe

La ville de Grande Synthe dans le Nord (23 294 habitants en 2016) a décidé d'expérimenter **une aide sociale facultative temporaire**, pilotée par son CCAS. Ce **Minimum social garanti (MSG)** vise notamment à permettre d'éradiquer la pauvreté. Conditionnée à un accompagnement social par le CCAS ou ses partenaires, le versement de l'aide est soumis à la signature d'un contrat. Compte-tenu des votes des budgets en mars, le dispositif entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019. À suivre...

[Grande Synthe : la Ville crée le premier Minimum social garanti](#)

## ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

### Archives communales et conservation des dossiers contentieux

À l'occasion d'une question parlementaire, le ministre de la cohésion du territoire et des relations avec les collectivités locales a rappelé les règles relatives à la conservation des archives par la commune. Le régime juridique des archives est fixé par une instruction conjointe de la Direction générale des collectivités Locales (DGCL) et la Direction des archives de France qui **distingue notamment les archives courantes et les**

**documents qui ont une durée d'utilité administrative (DUA)**, au rang desquels les dossiers contentieux sont conservés pendant une année. Au-delà, les dossiers doivent être triés pour être soit conservés, soit définitivement éliminés selon une procédure précise.

[Question écrite n° 06704, JO Sénat du 17 janvier 2019 page 277](#)

## FINANCES - MARCHES PUBLICS

### Dgfp : de nouveaux dépliants pour les collectivités

La Direction générale des finances publiques (Dgfp) a publié la mise à jour de plusieurs brochures intéressant les relations avec les collectivités locales. À noter par exemple la brochure relative à "**PayFip, la nouvelle offre de paiement en ligne de la Dgfp**", "**Le partenariat ordonnateur-comptable**" ou encore "**La fiabilité des comptes locaux**". Pas moins de sept supports ont été mis à jour ou créés et présentés lors du salon des maires.

[Documentation sur les finances locales, Collectivites.gouv.fr, 11 décembre 2018](#)

### Actualisation de fiches relatives à l'achat public

La Direction des affaires juridiques (DAJ) du ministère de l'économie, des finances et des comptes publics vient de mettre à jour **trois fiches techniques relatives à l'achat public, suite à l'entrée en vigueur du code de la commande publique**. La première relative aux marchés publics et autres contrats, la seconde aux contrats entre entités du secteur public et la troisième sur les modalités de modification des contrats en cours d'exécution. Des documents indispensables à la compréhension de l'achat public par tous.

[" Conseil aux acheteurs - La DAJ a procédé à l'actualisation de trois fiches techniques ", Ministère de l'économie, des finances et des comptes publics, 17 janvier 2019](#)

### Note d'analyse de France stratégie : où réduire le poids des dépenses publiques ?

France stratégie se penche sur l'exception française quant au poids des dépenses publiques. Celles-ci représentent **56,5 % du PIB en 2017**, soit 13 points de plus que la moyenne européenne, ou 3 points de plus que les pays nordiques. L'organisme d'expertise envisage trois scénarios pour diminuer tous les poids de l'administration générale (de -0,6 à -0,8 %). Celui qui paraît réaliste et visé par France stratégie consiste à consentir des efforts, modérés, sur les **dépenses sociales** (retraites et aides sociales). Simple optimisation ou remise en question pour les acteurs de l'action sociale ?

["Où réduire le poids de la dépense publique ?", France Stratégie, 1er février 2019](#)

## FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

### Prévention et lutte contre les violences sexistes et sexuelles

**Un guide de formation** visant à prévenir ces violences **dans la fonction publique** a été publié par le ministère de l'action et des comptes publics. Réalisé en deux parties, cet ouvrage donne tout d'abord un référentiel de formations sur ces problématiques puis recense les ressources et moyens mis à disposition des employeurs, en distinguant les trois versants de la fonction publique.

[Guide de formation sur la prévention et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans la fonction publique, Ministère de l'action et des comptes publics, Novembre 2018](#)

## INTERNATIONAL - UNION EUROPEENNE

### Qu'est-ce qu'une aide d'État et quand est-elle légale ?

**L'aide d'État se définit comme une aide accordée à une entité économique (entreprise) par une puissance publique, aide accordée sur fonds publics**. Dans la mesure où l'aide d'État est susceptible de nuire à la concurrence sur un marché économique, elle est, en principe, interdite. Cette interdiction de principe connaît cependant des aménagements, mais ils sont très strictement encadrés.

Le gouvernement a donc publié une circulaire du 5 février 2019, très complète sur "**l'application des règles européennes de concurrence relatives aux aides publiques aux activités économiques**". Les acteurs publics locaux, et notamment les collectivités locales et leurs établissements publics y trouveront toutes les informations nécessaires pour décider des aides qu'ils peuvent apporter, directement ou indirectement, à l'économie locale.

[" Application des règles européennes de concurrence relatives aux aides publiques aux activités économiques ", Secrétaire Générale aux affaires européennes, Legifrance.gouv.fr](#)

### Communes, intercommunalités et PNNS

Le Ministère des solidarités et de la santé a publié un guide à destination des élus communaux et intercommunaux visant à améliorer **la nutrition et la santé de la population par l'alimentation et l'activité physique**. Très opérationnel, ce guide issu du Programme national nutrition et santé (PNNS) délivre tout d'abord des informations sur la Charte " Villes actives du PNNS ", des actions pouvant être mises en place ainsi que les outils correspondants. Les publics visés sont notamment les personnes âgées, les personnes en situation de précarité ou bien encore les personnes handicapées.

[" Villes et nutrition : améliorer la nutrition et la santé de la population par l'alimentation et l'activité physique, Guide à l'usage des élus et des services communaux et intercommunaux ", Ministère des solidarités et de la santé, Juillet 2018](#)

### Burn-out : comment l'identifier ?

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) a publié un dossier très complet sur le thème de l'**épuisement professionnel** (couramment appelé **burn-out**) qui permet notamment de repérer des **signes avant coureur** de ce risque professionnel auprès de ses collaborateurs et collègues mais, aussi responsables et dirigeants. Il est rappelé à cette occasion que " *la prévention du burn-out s'inscrit donc dans l'obligation générale de l'employeur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs* ".

[" Burnout au travail : comment le définir et le prévenir ? ", INRS, 6 novembre 2018](#)

### Comparatif cigarette et vapoteuse : la preuve en images

Le " *Public Health England* " publie une **vidéo** qui a vocation à comparer les **effets de la vapoteuse** sur les poumons par rapport à la cigarette. Le résultat se passe de commentaire ! À voir absolument, d'autant qu'aujourd'hui [la sécurité sociale prend en charge la prescription de substituts nicotiques](#) dont la prise augmente les chances d'arrêter jusqu'à 70 % des cas. Pour tester votre motivation, des [outils d'évaluation, d'orientation et d'accompagnement](#) sont à votre disposition.

[" Impact of smoking vs vaping demonstration, Public Health England \(l'impact de la cigarette par rapport à la vapoteuse\) ", Santé publique en Angleterre](#)

### Publication des résultats de l'enquête sur les risques psychosociaux

L'enquête " **Conditions de travail et Risques psychosociaux 2016** ", réalisée par la Direction de l'animation de la recherche et des études statistiques (Dares), la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) et l'Insee, publie **ses données statistiques sur les contraintes physiques et l'intensité du travail**. Seule enquête de cette dimension sur les conditions de travail, elle traite de l'ensemble des actifs occupés, à partir d'entretiens effectués auprès de 28 000 personnes. La reconduction périodique de l'enquête par tranches de 7 ans depuis 1978 puis de 3 ans après 2013, permet d'analyser dans le temps l'évolution de ces phénomènes.

Cinq études suivantes apporteront d'autres éclairages sur l'enquête : l'organisation du temps de travail ; l'autonomie dans le travail ; les conflits de valeurs et exigences émotionnelles ; les rapports sociaux au travail ; la reconnaissance, l'insécurité et les changements dans le travail.

[Beque M., Kingsada A., Mauroux A., " Contraintes physiques et intensité du travail ", Synthèse stat' n° 24, Dares, Février 2019](#)

### Travail isolé : adopter une démarche globale de prévention

L'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) a rappelé **l'obligation de l'employeur de prendre en compte ce type de risque** dans le cadre de sa démarche de prévention. Sachant qu'il n'existe pas de définition légale du " travailleur isolé ", l'INRS met à disposition une brochure permettant de mettre en œuvre une démarche de prévention des risques sur ce thème.

[" Travail isolé. Pour une démarche globale de prévention ", INRS, Novembre 2017](#)

### Sécurisation d'un évènement de voie publique

Le ministère de l'intérieur a publié un guide de bonnes pratiques relatif à la sécurisation des évènements organisés notamment sur la voie publique avec quatre maître mots : **sécuriser, anticiper, conduire et évaluer**. Très complet, ce document constitue une ressource indispensable pour tout organisateur de telles manifestations mais aussi de collectivités territoriales soucieuses de disposer d'un outil didactique et très opérationnel d'informations générales.

[" Guide des bonnes pratiques de sécurisation d'un évènement de voie publique ", Ministère de l'intérieur, Octobre 2018](#)

### La vie notée 7,2/10 en France métropolitaine en 2017

L'Insee évalue le " niveau de satisfaction dans la vie " des Français à partir des notes attribuées par les sondés de 16 ans et plus aux questions de l'enquête Statistiques sur les ressources et conditions de vie.

La donnée clef qui ouvre la porte du *bonheur* se place dans les **satisfactions matérielles**, un curseur influencé par le **niveau de vie et la situation face à l'emploi**. Cela étant, en moyenne, les écarts restent modérés : d'après une classification des ménages sur une échelle du niveau de vie par tranches de 10 %, les 10 % des ménages ayant le niveau de vie le plus bas (1<sup>er</sup> décile) notent leur satisfaction à 6,5/10 et les 10 % les plus aisés (10<sup>e</sup> décile) évaluent leur satisfaction à 7,6/10. En revanche, **la proportion de ceux qui ne donnent pas la moyenne à leur vie est plus remarquable : 31 % dans le 1<sup>er</sup> décile contre 9 % dans le 10<sup>e</sup>**.

Autres facteurs d'influence : l'âge, plus on est jeune plus on note bien sa vie, la vie en couple augmente la notation, l'état de santé ressenti, le degré de stress et l'intensité des liens sociaux.

En revanche, **la géographie conditionne peu le sentiment de bien-être** : vivre dans l'agglomération de Paris ou dans une commune rurale produit la même note de 7,2/10.

[Gleizes F., Grobon S., " Le niveau de satisfaction dans la vie dépend peu du type de territoire de résidence ", Insee Focus n° 139, 14 janvier 2019](#)

### Livraison des données sur les revenus en 2016 pour la France métropolitaine

**Les chiffres détaillés de l'enquête annuelle Revenus fiscaux et sociaux sont sortis**. Ils renseignent pour l'année **2016 sur les niveaux de vie, le revenu disponible et la pauvreté des individus**.

Le niveau de vie mensuel médian de la population s'élève à **1 710€ constants**, après impôts et prestations sociales, un chiffre en hausse depuis 2013. Le montant du niveau de vie médian est la valeur qui partage la population en deux parties égales, une partie se situe au-dessus de 1 710 € et l'autre partie en-dessous.

Les 10 % des ménages les plus riches disposent d'un niveau de vie **3,4 fois** supérieur à celui des 10 % les plus pauvres.

Le seuil de pauvreté monétaire, calculé par convention à 60 % du niveau de vie médian (**1 026€ mensuels**), amène à un taux de pauvreté de **14,0 %** de la population qui vit sous ce seuil, soit près de **8,8 millions** de personnes concernées.

[Insee, " Revenu, niveau de vie et pauvreté en 2016 ", Insee Résultats, 20 décembre 2018](#)

### En France métropolitaine :

**Niveau de vie médian** : 1 710 € mensuels (2016)

**Seuil de pauvreté** : 1 026 € mensuels (2016)

**Smic brut** : 10,03€/heure, 1 522 € mensuels (2019)

**Revenu de solidarité active (RSA)** : 550,93 € mensuels pour une personne seule (forfait logement non déduit) (2018)

**Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)** : 868,20 € mensuels (maximum) (2019)

*Les données sont les plus récentes.*

## VIEILLISSEMENT - HANDICAP

### Quel avenir pour les 85 ans et plus en 2030 ?

Le Conseil de l'âge du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) après une saisine de la ministre de la solidarité et de la santé a émis un **rapport sur le soutien à l'autonomie des personnes âgées à l'aune de 2030**. Cette échéance est importante démographiquement car elle marque l'entrée des premières générations du baby-boom dans la tranche des 85 ans, soit l'âge moyen d'entrée en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Le rapport dresse un **état des lieux sociodémographique** des personnes âgées depuis les données actuelles : phénomène de hausse de la perte d'autonomie en relation avec l'avancée en âge, tendance à vivre le plus longtemps possible chez soi et développement des formes alternatives d'habitats pour les seniors. Ses **préconisations** s'attachent, entre autres, à : renforcer le soutien à domicile et les projets d'habitat alternatifs, améliorer la vie en Ehpad, développer des actions de lutte contre l'isolement et la détection des fragilités.

[" Le soutien à l'autonomie des personnes âgées à l'horizon 2030 ", HCFEA, 8 janvier 2019](#)